

KALKUTTA



390761  
390774

Man St. D.

I





1087

11.5.11

~~272~~

272.



1331



MISCELLANEA.

- 1/ Bohemolec Franciszek, De lingua Polonica colloquium.--Warszawa 1752, Typis S.R.M.in Coll. Soc.Jesu.--K nlb.10.--E<sup>xiii</sup> Str.225.--
- 2/ /Kurlandya/, Obiaśnienie niektórych okoliczności niniejszych względem infaudacyi Xięstwa Kurlandzkiego roku 1758.--Str.31.--E<sup>xx</sup> Str.390.--
- 3/ Series Konstytucyi synoptické zebranych ex Volumine legum, dōwodząc, że stan szlachecki y duchowny od wszelkiego myta, cła y poboru iest wolny. /B.m.dr.i r./--K nlb.8.--E<sup>xxvi</sup> Str.340
- 4/ Mikrzyński Jakub, Selectae ex universa philosophia conclusiones.--Lublin 1765, Typis S.R.M.Coll. Soc.Jesu.--K nlb.8.--E<sup>xxvi</sup> Str.340
- 5/ Discours de reception.--Str.12.--2 egzem.--E<sup>xxvi</sup> Str.340
- 6/ Finabel de Verriere, Seconde lettre sur les evenemens qui ont eu lieu à Paris depuis le 10. Juillet 1791. Jusqu'au 8. Septembre 1792. K nlb.6.--E<sup>xxvi</sup> Str.340
- 7/ Bojko Feliks, Précis des recherches sur la Poméranie. /B.m.dr.i r./--Str.18.--E<sup>xxi</sup> Str.390.--
- 8/ Bojko Feliks, Réponse a l'ecrit intitulé Exposé de la Conduite de la Cour Imperiale de Russie. 1773.--Str.19.--E<sup>xxi</sup> Str.390.--
- 9/ Richesses de l'etat. 1764.--Str.16.--E<sup>xxvi</sup> Str.340
- 10/ Reflexions d'un suisse, sur les motifs de la guerre presente. 1756.--Str.52.--E<sup>xxvi</sup> Str.340
- 11/ Bojko Feliks, Notes justificatives pour le Précis des recherches sur la Poméranie. 1772.--Str.42.--E<sup>xxi</sup> Str.390.--
- 12/ Engel Samuel, Précis des recherches sur Galicie ou Halicz et sur Lodomerie ou Włodzimierz. 1773.--Str.12.--E<sup>xvii</sup> Str. 60.--



13/ Frak na tandecie/około 1799/.-K nlb.2.-E XVI  
Str.276.-

1161. Jag.  
112 Podl. 878.







11/11



# SECONDE LETTRE

*Sur les événemens qui ont eu lieu à Paris depuis  
le 10 Juillet 1791. Jusqu'au 8. Septembre 1792.*

PAR  
M. PINABELLE DE VERRIERES.

MONSIEUR.

390767

J'Entends avec peine qu'on m'accuse d'avoir mis trop d'aigreur, & d'avoir employé des expressions trop dures, dans la lettre que j'ai fait insérer dans les papiers publics de Varsovie, en date du 6 octobre 1792. Je répondrai qu'il est impossible de qualifier assez fortement des êtres qui n'ont cessé de prodiguer au Roi, à la Reine & à son innocente famille, les jurons les plus grossiers, & les mots les plus orduriers de la langue Française, non seulement à leur retour de Varennes, mais depuis cette malheureuse époque, jusqu'à leur détention au Temple, & à mon départ de Paris; des êtres qui en outre se sont portés à tous les excès que peut inventer la rage la plus féroce & la plus déréglée. Ces reproches me font voir que l'on a été trompé sur la vérité de ces malheureux événemens. Je vais donc sans me permettre la moindre réflexion, faire le récit succinct de tout ce qui s'est passé sous mes yeux, depuis le 10 Juillet 1791. jour de mon arrivée à Paris, jusqu'au 7 septembre, jour de ma fuite, & de tous les moyens odieux dont se sont servi les principaux auteurs de ces forfaits, pour rendre odieux à l'étranger & à son peuple, le meilleur des Rois qu'ait peut-être jamais eu la France, & dont tout le crime fut d'être trop bon & trop honnête. Je vous prie de croire que je rendrai dans ce récit, le plus sincère hommage à la vérité, & que je ne parlerai que de ce que j'ai vu & approfondi moi-même.

Tout le monde sait sans doute comment cet infortuné Monarque & son auguste Famille, furent traités par le peuple, depuis Varennes jusqu'à son entrée aux Thuilleries. Ce voyage, ce départ clandestin si vous voulez, le rendoit-il criminel? Non, sans doute; au terme des décrets, il lui étoit permis de parcourir toutes les provinces de son Royaume; tout le monde doit savoir que son intention étoit de se retirer à Montmédi, pour pouvoir vraiment alors en liberté, communiquer ses réflexions & instructions aux Etats-généraux & à son peuple. La manière dont il s'étoit conduit depuis son avènement au trône, plus



toutes les réformes qu'il avoit faites dant sa maison, quantité de voyages d'étiquette qu'il avoit supprimés comme trop dispendieux, la protection qu'il avoit donnée à M. Néker, que le peuple regardoit comme un homme intègre & plein de moyens; pour le maintenir au ministère contre les justes conseils de sa presque famille & de toute la Cour; la manière dont il convoqua les Etats-généraux, & l'étude continuelle qu'il s'étoit faite pendant tout son règne; de remplir le vœu du peuple, & d'opérer son bonheur; tout enfin jus qu'alors devoit être un sur garant à la Nation, de ses intentions pures & généreuses. Des scélérats seuls pouvoient se servir de ce départ, pour achever de le perdre aux yeux de son peuple. Je vous mets à sa place, vous tous qui vous recriez contre lui. Qui de vous, Messieurs, qui comme ce généreux Prince menacé à chaque moment d'être égorgé avec toute sa famille par une populace effrénée, qui viendroit nuit & jour heurler sous ses fenêtres, & jusque dans son appartement, ne chercheroit par une prompte fuite, à se soustraire à ses menaces & à ses coups? Soyez de bonne foi, croit-on que sa qualité de Roi l'obligeât plus qu'un autre à laisser sa dignité & sa vie compromises & exposées à toute heure? L'Assemblée constituante à qui il restoit encore une ombre d'énergie & de pudeur, étoit si convaincue qu'aux termes de ses décrets, il n'étoit nullement criminel, que bien loin de prononcer contre S. M. elle lui rendit toutes les prérogatives, qu'elle lui avoit laissées par sa Constitution. Ce sont des vérités, connues de tout le monde. On lui présenta cette fameuse Constitution; ce bon Roi l'accepta & la signa. Cette démarche le reconcilia près qu'avec son peuple, & lui reconquit les cœurs de tous les bons François. Il se montra au peuple, il alla à tous les spectacles, accompagné de sa famille; je fus témoin par tout de tous les applaudissemens qu'on lui prodigua, & que je partageai de bon cœur. Toutes les rues, tous les carrefours retentissoient des cris de: *vive le Roi, la Reine, le Prince Royal.* L'ordre alloit se rétablir, l'amour & la confiance reprenre leur bienfaisant empire. L'infame Jacobinisme qui n'a jamais voulu ni Roi ni loi, en frémit de crainte & de rage; elle sentit que son règne alloit finir, & qu'elle alloit rentrer dans la fange dont elle étoit sortie, si elle ne tramoit quelques nouvelles horreurs, pour arracher au Roi sa nouvelle conquête.

C'est alors qu'elle répandit & accrédita à force d'argent, dans le public & dans les marchés, un nouveau projet de départ; qu'elle fit aposter des gens autour des Thuilleries, qui disoient avoir reçu des ordres en conséquence, & qu'ils n'ont jamais pu produire. J'ai vu arracher dans toutes les rues, les annonces que le Roi & l'Assemblée même avoient fait afficher



chér pour désabuser le peuple. Ces atrocités, & l'argent des Jacobins, qui malheureusement prévalurent, sont les seules preuves qu'on ait jamais pu trouver de ce prétendu départ.

L'assemblée constituante disparut on fait comment, sans rendre ses comptes, & fut remplacée par l'Assemblée législative dont le début fut un décret sur le fauteuil accordé au Roi, à l'Assemblée, qui la couvrit de ridicule aux yeux de ses commentans, de ses tribunes mêmes & des Jacobins, & qu'elle fut obligée de retirer vingt quatre heures après. Elle sentit que cette première démarche inconsidérée lui faisoit perdre la confiance de tous les honnêtes citoyens; elle chercha deslors à s'investir de la populace des tribunes, & fit cause commune avec les Jacobins, qui vinrent souffler dans son sein tous leurs poisons, & développèrent hautement leurs principes diamétralement opposés, non seulement à tout bon gouvernement, mais même à la constitution. . . . . De là, les listes infinies de proscriptions, les ridicules & affreuses dénonciations de l'Evêque Fauchet, dénonciateur si intrépide, qu'il auroit fini par se dénoncer lui-même, s'il n'avoit plus trouvé personne à dénoncer, & qui dans un discours qu'il prononça un jour aux Jacobins, eut l'insolence de dénoncer dieu même au mépris du peuple, en le traitant publiquement de *Sieur Jesus ci-devant Dieu*: de là, ces détentions injustes, & cette terrible cour nationale à Orleans, qui n'a jamais pu prouver le moindre crime aux personnes traduites devant son tribunal. Ce sont des faits qu'un homme seul de mauvaise foi peut réjeter. — Je reviens au Roi: les Jacobins vouloient la guerre; le Roi & ses ministres ne cessoient de représenter avec juste raison, que la nation n'y étoit pas encore préparée; qu'il falloit éviter de provoquer des Puissances qui jusqu'alors n'avoient rien fait d'hostile. L'avis étoit sage & salutaire; on a du voir dans les papiers publics, le discours plein de bonté & de sagesse que le Roi fit alors prononcer à ce sujet à l'Assemblée Nationale. Les Jacobins avec leurs assignats se repandirent avec profusion dans les marchés, dans les fauxbourgs & sur la terrasse des Feuillans, heurlant à la trahison du Roi & de ses agens, & firent décréter & déclarer la guerre; je dis, *frent décréter*; car dès lors l'Assemblée Nationale n'étoit plus maitresse de résister à leurs impulsions. Le peuple à cette époque se déchaina contre les Thuilleries, & pour le tranquilliser, on chassa tous les ministres, & M. Delessart qui avoit avec le Roi conseillé des moyens de douceur & de paix, & qui n'étoit plus au ministère, fut arrêté & trainé à Orleans, où au mépris des décrets de l'Assemblée, qui disoient qu'un criminel ne pouvoit être détenu plus de vingt quatre heures, sans qu'on instruisit son procès, il est resté près d'un an, & d'où il n'a



été arraché, que pour être massacré à Versailles, avec ses infortunés compagnons.

Sa Majesté qui s'étudioit à faire tout, pour rassurer le peuple sur sa conduite & la pureté de ses intentions, j'ose le dire, c'est la vérité, & apaiser les Jacobins, prit alors des ministres dans leur sein: les affaires de l'intérieur & sur-tout de l'extérieur n'en alloient que plus mal; le peuple en devint furieux; ces scélérats pour lui donner le change sur leur incapacité, rejetèrent tout sur la trahison de la Cour, des Généraux & sur-tout de M. la Fayette, qu'ils reconnoissoient ne pas vouloir adopter leurs horribles principes. De là, la retraite de M. de Rochambeau, le louche jetté sur la conduite du fanfaron Luckner, qui obtint le baton de Maréchal de France, pour avoir dit à l'Assemblée, qu'il iroit jusqu'à Vienne pour y faire signer la Constitution, & y arborer le pavillon tricolor, qui cependant fut trois fois déclaré avoir perdu la confiance de la nation, & trois fois rappelé à son poste; de là, le massacre de M. Théobalde Dillon, & de quelques uns de ses officiers; de là, la proscription & la désertion de M. la Fayette.

Le Roi fatigué de voir que les Jacobins ne cessent de le rendre suspect & odieux à la Nation, prit le parti de ne plus se mêler en rien des affaires, & se suspendit lui-même de fait; il ne voulut plus assister au conseil, & quand ses ministres qui tous avoient été portés là par les Jacobins & le peuple, lui présentèrent quelque chose à signer, il ne se permettoit aucune observation, & se contentoit de leur demander: „ croyez-vous „ que ce soit pour le bien du peuple, de ce peuple que l'on „ me dit heureux & tranquille, quand on veut adoucir mes „ chagrins? „ Ce sont ses propres expressions, son cœur seul les lui a dictées. Tous ces faits sont des vérités connues de tous les honnêtes citoyens de Paris, & dont il rendront un jour certainement le compte le plus autentique.

Cette conduite du Roi alloit sans doute le faire oublier du peuple, & insensiblement désarmer sa fureur. Les Jacobins le craignirent; c'est alors qu'ils jettèrent sur le tapis ce fameux Comité Autrichien, dont le Roi, la Reine & Mr. de Montmorin étoient l'ame, qui s'assembloit tantôt aux Thuilleries, tantôt à Bagatelle, maison de plaisance que S. A. Mgr: le Comte d'Artois a fait construire dans le bois de Boulogne, & tantôt au petit Trianon à Versailles. (Notez que depuis plus de six mois, la famille Royale n'étoit sortie des Thuilleries.) On fit dans ces maisons les recherches les plus scrupuleuses, en même tems les plus inutiles. Brissot, l'enragé Brissot, le dénonciateur de ce prétendu Comité, voulut prononcer un discours à l'Assemblée, & produire de son existence des preuves terribles, qu'il



qu'il annonçoit avec emphase depuis plusieurs jours: il se couvrit de honte & de ridicule, fut hué & sifflé même par les tribunes & ses suppôts, qui le firent taire comme un dégoûtant imposteur. Ces particularités ne sont peut-être pas connues ici; elles n'en sont pas moins vraies; je les attesterai & signerai de mon sang, elles se sont passées sous mes yeux.

Les Jacobins qui vouloient absolument se défaire du Roi & de sa famille, se voyant leurés cette fois, le remirent de nouveau aux prises avec la populace, par ce ridicule & inique décret, qu'ils firent rendre contre les prêtres non assermentés, qui portoit qu'il suffisoit que vingt citoyens allassent déposer à leur municipalité contre un prêtre, pour que sans autre preuve ni forme de procès, il fût arrêté & déporté hors du Royaume; & le firent présenter à la sanction du Roi, bien surs que ce généreux Prince qui se piquoit de suivre de point en point la constitution, puisqu'il l'avoit signée, ne le sanctionneroit jamais. Il se reporta en effet à la constitution, représenta à l'Assemblée & au peuple, qu'elle avoit déjà prononcé sur ce point, que la justice, l'humanité & sa conscience lui défendoient de consentir un semblable décret, & dans sa juste indignation éloigna de lui les Ministres, qui avoient pu lui conseiller une pareille horreur.

Voilà Mr. les prétextes dont se sont servi les d'Orléans, les Condorcet qui avoit toujours vécu des charités de la Cour, les Chabot l'ex-capucin, les Brissot, les Merlin, les Bazire, les Manuel, les Danton, les Pétion, les Damien Roberspierre; car il est je crois à propôs de dire que ce dernier est le propre neveu de Damien, l'assassin de Louis quinze; que son véritable nom est Damien, son sang comme on le voit n'est pas dégénéré; voilà dis-je, les moyens perfides qu'ont employés ces factieux pour soulever tout à la fois la populace contre la Cour, le clergé & la noblesse; voilà l'origine & la cause de l'affreuse journée du 10 Août, époque du bouleversement total de la Monarchie & des loix, de l'exemple impuni de la violation de l'asyle & des propriétés des citoyens, dans la personne du premier citoyen de l'Empire; la cause des injures affreuses que depuis ce jour cette dégoûtante populace lui a prodiguées, & l'ordre de sa détention dans un affreux cachot au Temple; injures si révoltantes, que la pudeur la moins scrupuleuse les interdit à toute personne honnête. Voilà la conduite toujours uniforme de ce infortuné & auguste Monarque; peut-on lui reprocher le moindre crime? Et quand il seroit criminel, a-t-on jamais vu traiter aussi indignement le plus scélérat des assassins une fois livré au glaive de la justice? N'a-t-on pas toujours vu au contraire succéder en sa faveur chez le peuple, la pitié & la commisération à l'horreur? Il oublioit alors le crime, & ne voyoit plus



plus qu'une malheureuse victime. Pour-quoi donc refuse-t-il ce sentiment au meilleur de ses Rois, aux pieds duquel il devoit se précipiter pour implorer un pardon, qu'il obtiendrait sans doute quoiqu'il en soit indigne.

Je viens Mr de mettre au plus grand jour & dans la plus grande vérité, la conduite du Roi de France, depuis un an passé, & tout ce que les Jacobins & ceux qu'ils ont séduits, ont pu lui reprocher jusqu' à ce jour, ne sont que des allégations qu'ils n'ont pu, & ne pourront jamais authentiquement prouver, non plus que les crimes des malheureuses victimes qu'ils ont fait immoler dans les prisons : témoin Mr de Montmorin l'ex-ministre, que ses juges, quoique tirés des plus enragés du département, furent obligés d'absoudre, n'ayant pu trouver la moindre charge contre lui. On doit être bien fur, que si tous ces malheureux eussent été coupables, les Jacobins avoient un trop grand intérêt, de produire leurs crimes au plus grand jour, pour les laisser égorger sans les faire juger. Il en est de même de cette prétendue correspondance de la Fayette avec la Reine, & des Princes émigrés avec la Cour, trouvée aux Thuilleries, lors de l'irruption de la populace dans ce château, laquelle correspondance contenoit des volumes de lettres, qui ne respiroient que la trahison & le massacre de tout le peuple François, & dont on n'a pu produire que quelques lettres tout à fait insignifiantes, que l'on peut lire dans le fameux *moniteur*, journal dont j'ai rendu compte dans ma lettre en date du 6 Octobre.

Voyons maintenant les ressorts que les Jacobins ont mis en jeu, pour faire triompher leurs attentats, & les rendre impunis.

La garde nationale Parisienne étoit, on peut le dire, le seul Corps organisé qui tint encore de bonne foi à la constitution, qui se montrât uni & infatigable pour la maintenir; il falloit donc tâcher de la rendre suspecte, odieuse même à la populace & les fauxbourgs, par qui les Jacobins vouloient qu'elle fut remplacée; ils y parvinrent à force d'assignats, de mensonges grossiers qu'ils firent insérer dans les feuilles des Marat, des Gorsas, des Prudhomme, des Palet qui leur étoient vendus, qu'ils distribuèrent avec profusion dans les fauxbourgs, même dans les campagnes, & qu'ils faisoient afficher au coin de chaque rue: ils y accusoient sans cesse la garde nationale d'aspirer au moment de tirer sur le *bon peuple*, de l'exterminer entièrement, & de chercher tous les moyens d'en faire naître l'occasion; voilà en substance ce que j'ai lu sur ces feuilles incendiaires. Toutes les affiches que la garde nationale faisoit paroître pour sa défense ou sa justification, étoient arrachées sur le champ, je l'ai



vu; ses réclamations à l'assemblée, huées & rejetées par le grand mot : *Mr le président, à l'ordre du jour*, qui étoit toujours le signal de quelque nouveau désordre. Il falloit encore travailler cette garde nationale, pour la défunir, la désorganiser. Comment y sont-ils parvenus ? Ils ont fait supprimer le commandant général, l'ont fait remplacer par quatre commandants pris dans la classe des bourgeois, qui n'entendoient rien au service militaire, & qui commandant alternativement par quartier, n'avoient ni le temps de se faire connoître, & gagner la confiance de la garde, ni de la rallier sous un commandement uniforme. La garde connoissoit encore ses officiers principaux, & pouvoit se rallier autour d'eux ; les Jacobins firent casser son état major, par un décret de l'assemblée. D'un autre côté, sous le faux bruit d'une nouvelle évasion du Roi, que protégeoient, disoient-ils ; les gardes du Roi qui devoient se jeter sur le peuple & le massacrer, ils firent désarmer & disperser par le peuple, ces gardes, résolus à se défendre & venger l'honneur de leur Roi ; si ce Prince ne leur eut ordonné de se soumettre, & de se retirer à l'école militaire, où l'assemblée les avoit casernés. Mais il y avoit encore un Corps formidable & bien organisé, qui paroissoit porté pour le Roi & la Constitution ; c'étoit la troupe du centre de la garde nationale, troupe soldée pour faire le service continuel & pénible de la ville, troupe rompue au service militaire & aguerrie, dont on avoit formé deux régiments composant six mille hommes. Cette troupe portoit ombrage aux Jacobins ; ils firent rendre un décret contre le vœu & les réclamations de toute la garde nationale, & de tous les citoyens qui commençoient à démêler leurs affreuses intentions, pour envoyer ces six mille hommes sur les frontières ; ce décret fut mis à exécution sur le champ : j'observerai qu'on rendit dans la suite un pareil décret pour les fédérés Marseillois, qui n'eut point son exécution, ces messieurs disant que le plus grand danger étoit dans Paris, & que c'étoit leur poste. Voilà donc le Roi isolé, & son château sans défense, la garde nationale désunie, & sans chefs, par conséquent les fauxbourgs sous la conduite de Santerre leur digne chef, les maîtres de Paris. C'est alors que les Jacobins les lancèrent le 20 Juin, contre les Thuilleries, pour consumer les plus horribles des forfaits. J'observerai que depuis trois jours tout Paris le savoit, & en témoignoit ses justes alarmes à Mr Pétion, qui réjettoit ces rapports comme des mensonges forgés pour noircir le bon peuple ; que ce jour où il n'auroit pas du quitter Paris, il alla faire la débauche à Versailles, & ne revint à Paris que sur les six heures du soir, où il s'excusa auprès du Roi de n'être pas venu plutôt pour garantir sa personne, assurant qu'il n'avoit nulle connoissance de tout ce  
qui



qui se passoit, au point que le Roi fatigué de ses grossiers men-  
sanges, lui dit: c'est assez, Monsieur, laissez-moi, & allez à vos  
fonctions. Quarante mille gardes nationaux & plus, avec 80 pieces  
de canon, s'y transportèrent, mais n'ayant point de chef pour  
les commander, n'ayant d'ordre ni du département, ni de la mu-  
nicipalité, dont l'*incorruptible* chef Pétion étoit absent, ils ne  
purent agir, & eurent l'air d'être venus là, plutôt pour protéger  
l'attentat de ces malheureux, que pour défendre la personne  
inviolable du Roi, que sa fermeté seule sauva des coups de ces  
lâches assassins, qui se contentèrent de lui mettre un bonnet rou-  
ge sur la tête, de le faire boire à la santé de la nation, & de  
lui faire crier: *vive la nation*, ainsi qu'à son auguste famille.  
Pour les gardes nationaux, le fait est, que depuis qu'ils a-  
voient été travaillés par les Jacobins, n'étant plus sûrs les uns  
des autres, ceux qui étoient de bonne volonté, n'avoient osé  
agir, craignant d'être massacrés par leurs camarades & leurs voi-  
sins. C'est un fait certain & que je tiens d'une partie d'eux  
mêmes. C'est à cette affaire que l'on vit pour la première fois  
ces fameuses piques, dont on nous menaçoit depuis si long tems.  
Ceux qui en étoient armés, avant de se transporter aux appar-  
temens du Roi, où ils montèrent à bras une pièce de canon, dé-  
filèrent dans l'assemblée nationale, au milieu des cris de: *vive la  
nation*, & des applaudissemens des députés & des tribunes.

Les Jacobins virent leur coup manqué encore une fois, &  
sentirent que la populace des fauxbourgs, n'étoit pas encore assez  
aguerrie, qu'elle avoit besoin d'être soutenue; ils laissèrent donc  
les affaires en stagnation, jusqu' à l'arrivée des fédérés, qui furent  
envoyés de chaque département pour l'anniversaire de la fédéra-  
tion du 14 Juillet. Les fédérés Marseillois, que l'on assure  
être un détachement de l'armée du fameux Jourdan coupe-tête,  
qui étoient venus plus tard que les autres, restèrent seuls à Pa-  
ris. C'étoit les hommes qu'il falloit aux Jacobins, qui quoique  
leurs prouesses fussent déjà connues, voulurent encore les met-  
tre à l'épreuve, d'abord en leur faisant faire une nouvelle poli-  
ce sur les personnes qui avoient des cocardes de rubans, & dont  
ne furent pas exempts quelques députés, qui en portèrent leurs  
plaintes à l'Assemblée. Elle rendit un décret sur la liberté  
des cocardes, mais malheur à celui qui s'autorisant de ce dé-  
cret, eut osé paroître au palais royal ou ailleurs, avec une co-  
carde de ruban: il eut couru risque d'être massacré. Ils leur fi-  
rent encore assassiner en plein jour, rue St Florentin, M. Du-  
hamel officier de la garde nationale, dont le convoi fut insulté  
deux jours après par la populace. L'impunité de ce crime a  
fait assez voir aux malheureux Parisiens, que le coup venoit des  
Jacobins, qui dans leurs séances y applaudirent publiquement.

On



On fit des réclamations très vives pour faire partir ces Marseillois de Paris, où ils ne commettoient que des désordres & des crimes ; mais ces messieurs déclarèrent positivement qu'ils ne sortiroient, que lorsque l'affaire de Mr. Duhamel, dont on les chargeoit, seroit éclaircie & jugée. Aucun tribunal ne voulut s'en charger, ils étoient devenus trop redoutables, ils le savoiént. Les Jacobins assurés par ces forfaits, qu'on pourroit compter sur eux, disposèrent tout pour la malheureuse journée du 10 aout ; ils firent demander la suspension du Roi par le peuple, qu'ils avoient déjà aigri par la majorité dans l'Assemblée nationale, en faveur de Mr. de la Fayette. L'Assemblée répondit qu'elle ne pouvoit traiter une affaire aussi majeure ; alors la nuit du 9 au 10. ils firent sonner le tocsin, battre la générale dans tous les quartiers de Paris, ils l'avoient promis depuis plusieurs jours, ( Mr. Pétion le savoit ) . . . forcèrent par leurs menaces l'Assemblée, de mander à sa barre Mr. Pétion, qui étoit retenu au château comme otage, & pour opposer à la fureur du peuple, & que le Roi contre l'avis de toutes les personnes qui l'entouroient, laissa aller, par ce que c'étoit, disoit-il, dans la constitution, & qu'il s'étoit fait un principe invariable de ne jamais s'en écarter. A peine Mr. Pétion parut-il à l'Assemblée, qu'elle le renvoya à ses fonctions, Sa place alors étoit certainement aux Thuilleries, qui étoient menacées ; mais loin d'y retourner il se fit reconduire chez lui, consigner par six cents Sans-culottes, & deux pièces de canon, & dire à l'Assemblée qu'en cet état d'arrestation il ne répondoit plus du peuple, auquel il fit sur le champ distribuer toutes les armes qui se trouvoient à l'hôtel de ville & à l'arsenal : vous noterez que l'Assemblée qui tenoit ses séances jour & nuit, depuis quelques jours qu'on avoit déclaré la patrie en danger, la veille de cette terrible journée, avoit fermé sa séance à 6 heures de soir, & ne s'étoit rassemblée tumultueusement qu'à deux heures du matin. Il étoit cinq heures du matin, & la garde nationale étoit sur pied depuis minuit, il falloit s'en défaire. Mr. Pétion lui fit dire par plusieurs officiers municipaux, que le peuple qui craignoit pour ses jours, le voyant chez lui en sûreté, s'étoit calmé, que les faubourgs étoient rentrés dans l'ordre, & qu'elle eût à se retirer. En effet tout dans ce moment annonçoit le calme. Je ne me suis point couché de cette nuit ; la garde nationale avoit besoin de repos, & sur cet avis du maire, elle se retira. Il avoit fait dans cet intervalle enlever du château, & massacrer sur les degrés de l'hôtel de ville, Mr. Mandat commandant de service de la garde nationale ; fait nommer, on ne sait où, quand, comment, ni par qui, une nouvelle municipalité provisoire, qui vint à force couverte chasser l'ancienne, qui n'étoit



pas tout à fait dans ses principes, & fait nommer de même clandestinement, commandant général de la garde nationale, le brasseur Santerre, qui se transporta comme un furieux sûr de sa proie, à la tête des marseillois & de cent cinquante mille piques aux Thuilleries, où se commirent tous les forfaits dont vous avez vu le récit plus ou moins exact dans les gazettes. Pendant ces entrefaites, la gendarmerie nationale massacroit Mr. Carle son commandant, maltraitoit & mettoit en fuite ses officiers qui refusoient de se joindre au peuple. L'Assemblée nationale qui étoit menacée au sujet de l'affaire de Mr. de la Fayette, pour appaiser les piques, prononça tout de suite la suspension du Roi, fit mention honorable dans ses procès verbaux, des attentats du dix, & se sauva par cette lâcheté, elle qui vingt fois avoit protesté de mourir à son poste.

Les Jacobins ont beaucoup fait sonner dans toute l'Europe, que les Suisses avoient tiré les premiers. La chose est vraie, mais on ne vous a pas dit (personne alors ne pouvoit écrire,) qui les avoit provoqués à cela. Le voici, je le fais positivement & de personnes qui étoient témoins, que je pourrois nommer, si je n'étois retenu par la juste crainte de compromettre leurs fortunes & même leurs vies. Le Roi s'étant comme vous devez le savoir, retiré à l'Assemblée avec toute sa famille, en donnant ordre de ne pas tirer, c'est une chose avérée; les Marseillois envoyèrent une députation à un major Suisse, qui étoit à la tête d'un corps de Suisses rangés en bataille dans la cour des Princes, pour lui demander s'ils étoient comme amis, ou comme ennemis. Le major répondit que dans le plan de défense formé pour la famille Royale, en cas d'attaque de la part du peuple, ils avoient fait le serment de ne pas tirer les premiers, que d'ailleurs le Roi & sa famille qu'ils étoient chargés de défendre, n'étant plus aux Thuilleries, ils ne tireroient pas, qu'il en donnoit sa parole d'honneur au nom de son Corps.—Puisque c'est ainsi dit la députation, rendez-nous vos armes.—La chose est impossible, répondit le major, nous serions déshonorés & ne pourrions jamais rentrer dans notre patrie; nous ne le pouvons, vous le savez. Là dessus un de ces Marseillois lui fendit la tête d'un coup de hache, & un jeune enfant qui étoit à coté, lui ouvrit le cœur d'un coup de pique. Les Suisses indignés de voir ainsi massacrer un de leurs chefs, tirèrent sans attendre l'ordre, sur les Marseillois, les mirent deux fois en déroute, s'emparèrent de quelques pièces de canon, & seroient enfin venus à bout de cette populace, s'ils n'eussent pas manqué de munitions. C'est ainsi Mr. que l'action s'engagea, vous pouvez en être assuré, je l'attesterai à l'univers entier. Les Jacobins non contents de cette victoire, voulu,



voulurent encore s'assurer des gens qui pourroient tenir au Roi & à la constitution, & désarmer les citoyens qui aidés du département, avoient signé une pétition chez les notaires, contre Mr. Pétion, après la journée du 20 juin; les gazettes en ont sûrement rendu compte dans le temps. Ils firent proclamer un jour par la municipalité, que tous les citoyens eussent à rentrer chez eux avant dix heures, qu'on feroit pendant la nuit la visite de leurs armes. Cette visite fut effectivement faite; on désarma quantité de citoyens, on en dépouilla d'autres, & on en jeta d'autres dans les prisons, qui régorgoient déjà de personnes qu'on arrêtoit toutes les nuits depuis le dix. Il restoit encore quelques citoyens armés, & en assez grand nombre pour craindre, que sortant enfin de leur léthargie ils ne tentassent de secouer le joug des Jacobins & de la populace. Les Jacobins firent rendre encore un décret, qui avoit été proposé & rédigé à la municipalité, j'en ai été témoin, qui condamnoit à mort tout citoyen, qui refuseroit son arme ou sa personne, pour la défense de la patrie. C'est ainsi qu'avec une poignée de scélérats, ils vinrent à bout de désorganiser & de désarmer plus de cinquante mille citoyens, qu'ils menent aujourd'hui les uns après les autres à la boucherie. Vous savez Mr. toutes les horreurs qui en ont résultées, qui continuent encore aujourd'hui, s'il faut en croire les papiers publics; l'état où j'ai laissé Paris, me les ont fait pressentir, & je les ai prédites en arrivant à Varsovie. Tous ces faits sont vrais, & si je ne cite pas au juste toutes les époques, c'est qu'il eût été trop dangereux pour moi, vous le sentez, d'en tenir un journal, & de l'emporter avec moi, qui crus nécessaire pour ma sûreté en partant, de brûler tous mes papiers qui n'avoient aucun rapport aux événements.

Qu'on mette la conduite des Jacobins en parallèle avec celle du Roi, & qu'on juge de bonne foi, pour laquelle des deux armées, les amis de l'humanité doivent faire des vœux. Les patriotes prétendus combattent pour les Jacobins, & les étrangers pour le Roi, & aujourd'hui pour les honnêtes citoyens, qui comme je l'ai dit avec connoissance de cause, & ne cesserai de le dire, forment les vœux les plus ardents comme les plus secrets, pour leurs prompts & heureux succès. — Il est je crois à propos de faire connoître à ce sujet, comment les Jacobins & l'Assemblée ont trompé la partie la moins éclairée de la nation, & une partie de l'Europe, en faisant sans cesse paroître des adresses des divers départemens, qu'ils disoient être le vœu de la nation, lesquelles adresses étoient rédigées à l'Assemblée des Jacobins, & revêtues de signatures supposées, & dont quantité ont été désavouées par les départemens; j'en ai été



comme tout Paris le témoin, & ce qui vient à l'appui de ce que j'avance, c'est que les Jacobins, les seuls maîtres dans le Royaume après la journée du dix, ont fait casser tous les départemens, & changer quantité de municipalités, qui n'étoient pas dans leurs principes: & croyez encore d'après ces menées secrètes, au vœu général de toute la nation, qu'ils ne cessent de mettre en avant. ....

Et qu'on juge encore si les expressions de ma première lettre du six Octobre, sont trop amères, & mes souhaits en faveur des armées coalisées, injustes & scélérats, comme quelques personnes ici semblent m'en accuser.

J'ai l'honneur d'être avec considération

Monsieur

Varsovie 15 octobre, 1792.

V. O. S.

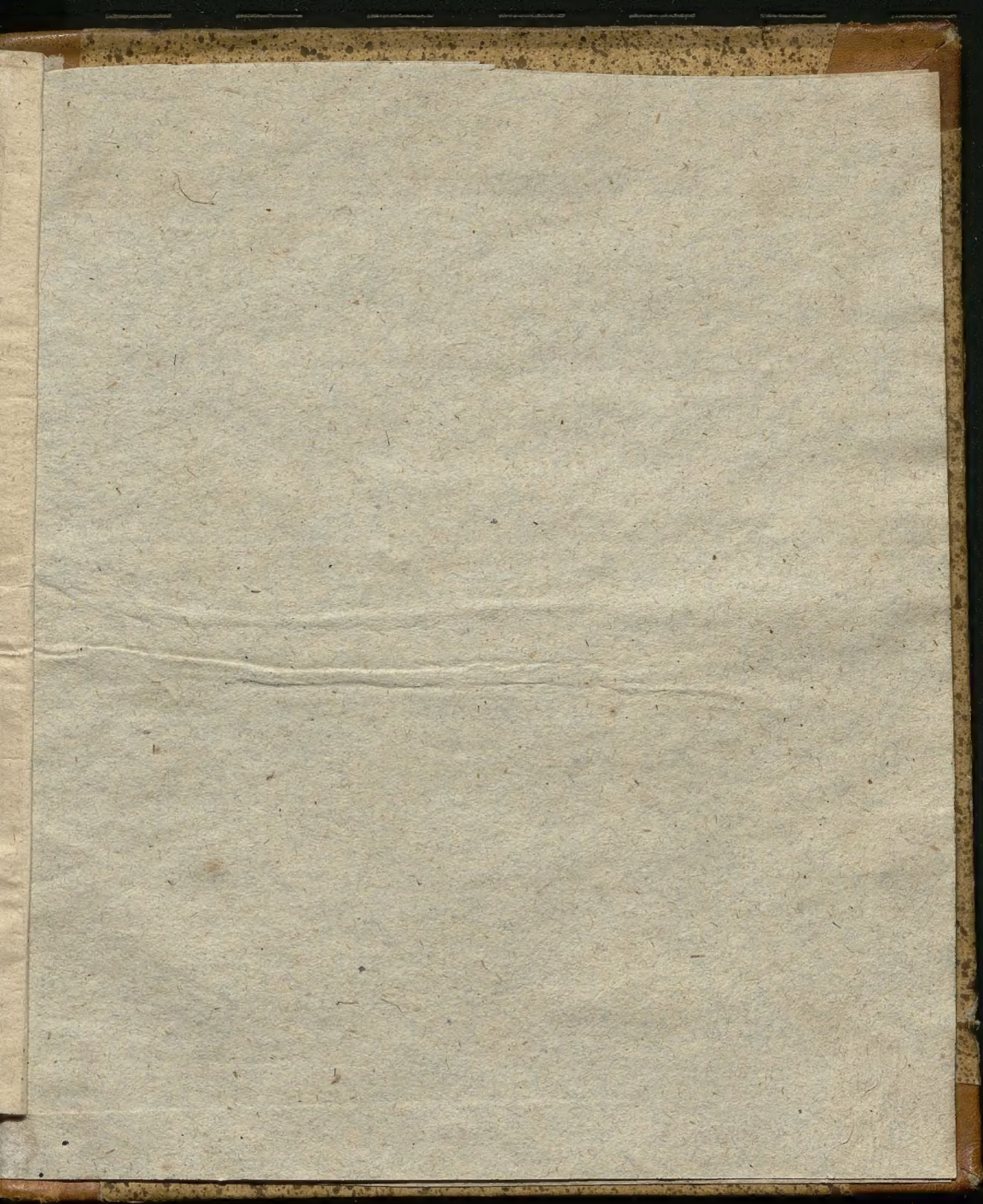
PINABEL DE VERRIERES.

*P. S.* Les Fauchet & les autres dénonciateurs de l'Assemblée & des Jacobins, n'ont jamais apporté que des lettres anonymes, à l'appui de leur dénonciations. Comme je ne dis que des vérités dont j'ai été le témoin, je n'emprunterai pas ce voile obscur, à l'abri duquel se cachent la fourbe & la lâcheté.

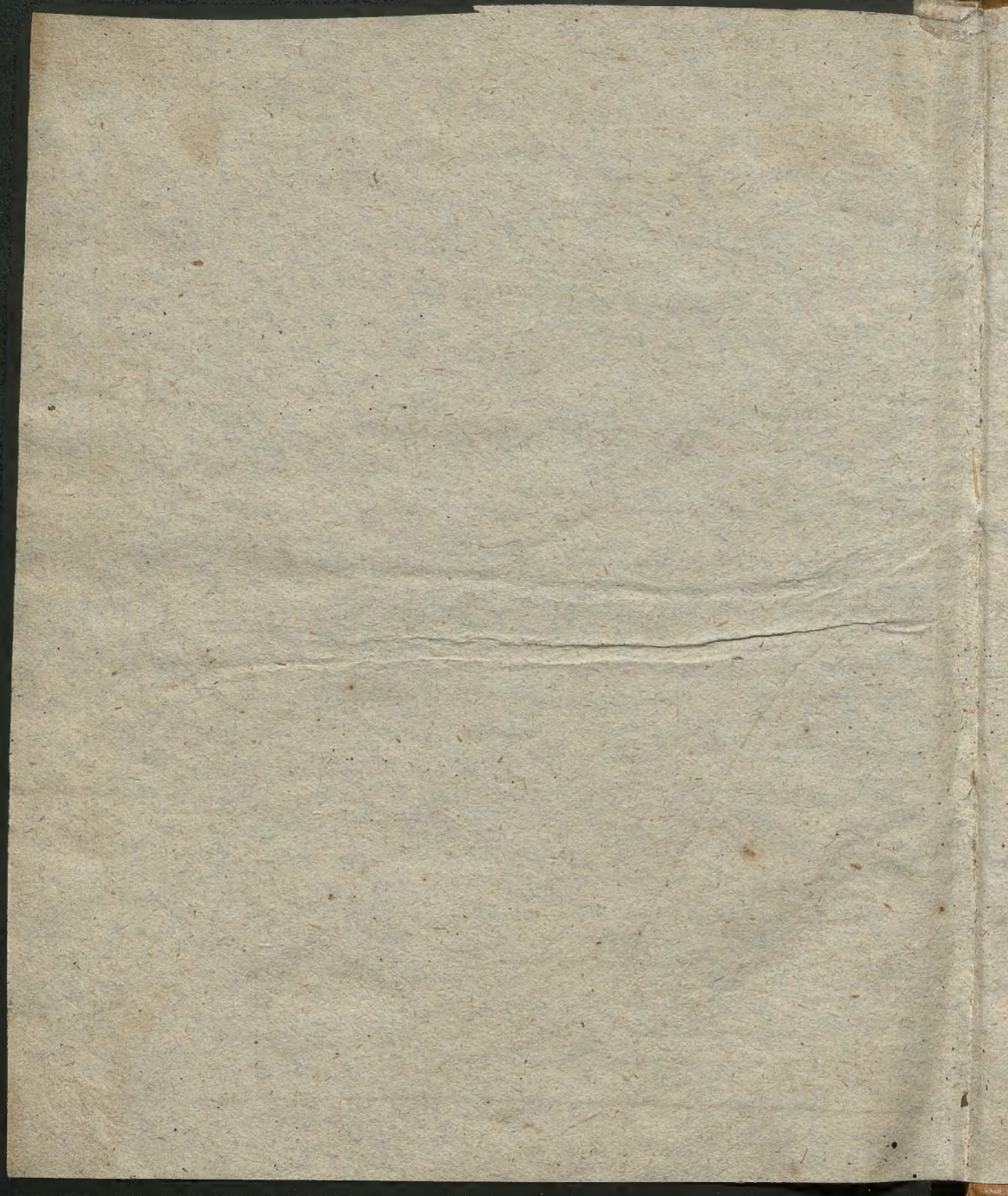
On jette clandestinement dans les boutiques un anonyme rempli d'injures & d'impostures contre moi; je n'y répondrai pas; je pardonne à des imposteurs viles, à des calomnieurs confondus & dévoilés, qui seuls voudroient avoir le droit de fronder le gouvernement, la conduite des loix, & de les injurier grossièrement, de se venger par des injures dégoûtantes, des vérités auxquelles ils ne se sentent pas en état de répondre.

---



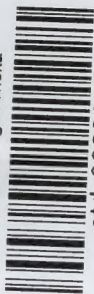








Biblioteka Jagiellońska



stdr0023295



